

# Le modèle équatorien

## Un pari réussi mais risqué

● ● ● **Fernando Ponce León sj**, Quito (Equateur)  
*Directeur de la Faculté de philosophie de l'Université pontificale catholique de l'Equateur*

Si les médias français peuvent se permettre de faire l'impasse sur la présence de Rafael Correa sur leur sol, ce n'est bien sûr pas le cas en Equateur, où l'hyperactivité, l'éloquence et les réformes du président font du bruit. Avec ces questions : Rafael Correa est-il le meilleur président de l'histoire de l'Equateur ou au contraire le pire ? a-t-il mis en place un véritable gouvernement révolutionnaire ou une administration capitaliste déguisée ? une démocratie citoyenne en construction ou un autoritarisme populiste du XXI<sup>e</sup> siècle ? Ce n'est pas tant la diversité des opinions qui est attristante, mais le fait qu'il n'existe pratiquement plus dans le pays que deux visions opposées.

L'ancien scout et jeune leader catholique Rafael Correa a obtenu un doctorat en économie de l'Université de l'Illinois (Etats-Unis). Il a été enseignant universitaire et ministre de l'Economie de l'Equateur durant quatre mois en 2005, puis il a pris le pouvoir en janvier

2007, appuyé par le mouvement politique Alianza PAIS. Il assume aujourd'hui son troisième mandat présidentiel. Tant ses opposants que ses partisans reconnaissent que l'Equateur a beaucoup changé au cours de ces huit dernières années.<sup>2</sup> Le problème réside plutôt dans le sens qu'ils donnent à ce changement.

Entre 1997 et 2006, le pays a connu six présidents légitimes, deux destitués par le Congrès national (Parlement) en réponse à la pression de la rue et un coup d'Etat militaire. Cette instabilité politique était due en partie au manque de représentativité des partis politiques et au blocage des aspirations de la société civile. La crise sociale et économique provoquée par la faillite bancaire de 1999 y a également contribué.

Ces raisons, entre autres, ont conduit plusieurs groupes sociaux à former l'Alianza PAIS et à défendre leurs idées à l'Assemblée constituante qui, en 2008, a promulgué la Constitution encore en vigueur aujourd'hui. Les revendications des mouvements sociaux, indigènes, écologistes, syndicaux, et presque tout ce que qui était alors qualifié de progressiste, ont convergé vers ce nouveau pacte social. Ainsi a débuté le démantèlement de la domination des

*En novembre 2013, Rafael Correa, président de l'Equateur, était reçu à l'Elysée. Les journalistes français ignoraient superbement ce chef d'Etat, s'exprimant pourtant en français, et qui surtout, sous le slogan « Retrouver la patrie », a mis en place un programme ambitieux, novateur et efficace pour sortir son pays de la crise. Mais l'exercice peut-il être maintenu jusqu'aux élections de 2017 ?*

1 • A l'exception du *Monde diplomatique* et de *l'Humanité*. Voir le « feuilletton » documentaire de Pierre Carles à ce sujet ([www.cp-productions.fr](http://www.cp-productions.fr)).

2 • Voir l'article suivant. (n.d.l.r.)

groupes traditionnels et des politiques économiques d'inspiration néolibérale. Une période de stabilité politique et de changements structurels s'est ouverte, dont la portée et le sens sont encore discutés.

## La place de l'Etat

L'Etat équatorien se conçoit aujourd'hui comme un Etat de droit et de justice. Toutes ses institutions doivent s'orienter vers la garantie d'un large éventail de droits collectifs et individuels, et même de droits relatifs à la nature (une avancée inédite au sein des sociétés occidentales). Les anciens et les nouveaux droits se fondent sur un ensemble de valeurs sociales, résumées dans le concept de *Buen vivir* (bien vivre) ou *Sumak Kawsay* comme on dit en kichwa, la langue indigène la plus populaire du pays. Cette conception éthique de la vie en société propose un équilibre entre l'Etat, la société civile (les individus et les collectivités), le marché et l'environnement.

L'idée est noble, mais elle entraîne des dépenses économiques élevées. Vouloir être un pays à la fois efficace et juste a évidemment un coût. Si le cadre constitutionnel assure aujourd'hui la stabilité politique du pays, sa mise en application implique de grandes exigences économiques et sociales. De nouvelles entités publiques ont été créées, la bureaucratie a augmenté, les régulations se sont multipliées et l'Etat intervient beaucoup plus qu'avant dans la conduite du développement du pays. Aux yeux des libéraux, l'Etat est en train de devenir trop important, mais pour les défenseurs du système actuel, l'Etat a enfin été sauvé des possesseurs traditionnels du pouvoir et rendu aux citoyens. Bon nombre de services

atteignent des niveaux d'efficacité élevés, comme la poste, les douanes, la fiscalité, la police, la politique sociale. L'opposition de gauche, pour sa part, insiste sur le fait que Correa est en train de renforcer le capitalisme et qu'il n'a en réalité jamais pensé à en sortir car, et les écologistes la rejoignent sur ce point, il a toujours favorisé l'extraction des ressources naturelles, ce nouveau visage du capitalisme. Les analystes du gouvernement Correa eux-mêmes admettent que le nouveau régime économique rompt avec le néolibéralisme mais pas avec le capitalisme.

Ce qui est sûr, c'est que le gouvernement actuel s'est engagé, en suivant les exigences de la Constitution, à construire un système économique tripartite, avec, d'une part, l'Etat comme régulateur de l'activité économique, distributeur des recettes et gestionnaire des secteurs stratégiques (eau, électricité, pétrole, etc.) ; d'autre part, l'entreprise privée et le marché des biens et services non stratégiques ; et enfin une économie populaire et solidaire qui favorise les initiatives économiques, plus ou moins formelles, des secteurs à faibles revenus et qui promeut des valeurs au sein de l'économie.

## Un esprit souverain

Contrairement à ce que d'aucuns pensent, les ressources économiques qui ont permis le saut du « jaguar latino-américain », qualificatif donné par le ministre du Développement allemand en février 2013, ne proviennent donc pas uniquement du prix élevé du pétrole durant les premières années du gouvernement Correa.

En 2010, l'Equateur a renégocié à son profit les contrats avec les entreprises pétrolières étrangères. Ainsi, après

avoir pris part aux bénéfices découlant de la production de son propre pétrole, il est devenu le seul bénéficiaire des recettes provenant de sa vente, en échange du paiement d'un tarif fixe aux entreprises exploitantes.

La perception des impôts s'est aussi nettement améliorée, sans pour autant engendrer la création de nouvelles taxes. Les trois gouvernements précédents avaient collecté à peine 22 milliards de dollars entre 2000 et 2006, contre plus de 74 milliards en huit ans pour le gouvernement actuel.

Le gouvernement Correa a en outre renégocié sa dette externe, après avoir réalisé un audit des endettements contractés par ses prédécesseurs entre 1976 et 2006. Pour Joseph Stiglitz, prix Nobel d'économie de 2001, il s'agit là d'une action digne d'être imitée.

Cependant, tout n'est pas rose en cette période de révolution citoyenne. En raison d'exigences pragmatiques, Rafael Correa a dû sacrifier certains de ses idéaux d'origine, comme le projet Yasuni,<sup>3</sup> ce qui l'a éloigné de ses premiers alliés. Il n'a pas non plus réussi à traiter toutes les revendications actuelles des syndicalistes, des écologistes et des indigènes, ce qui le met dans une position de confrontation permanente et stérile avec des groupes politiques qui devraient être les partenaires naturels de son projet révolutionnaire.

C'est ainsi que même si la Constitution de 2008 déclare l'Equateur pays *plurinational* et *interculturel*, les indigènes regroupés dans la Confédération des nationalités indigènes de l'Equateur (CONAIE) continuent à faire pression sur le gouvernement.

## Treize nationalités

Depuis longtemps, les classes dirigeantes de culture blanche-métisse résistent à ce qu'elles considèrent comme la création d'un Etat indigène au sein de l'Etat équatorien. Mais rien de ce qui est inscrit dans la Constitution actuelle ne justifie cette crainte. Il est vrai que le terme *nationalité* - qui fait partie de la terminologie du CONAIE - recouvre plus que les mots *culture* ou *ethnie* - qui figuraient dans la Constitution précédente de 1998 -, mais sa signification est bien moins large que celle du mot *nation*.

Le concept de nationalité implique la reconnaissance de groupes humains historiquement constitués d'une culture, d'une langue et d'une organisation qui leur sont propres, et même d'un certain niveau d'autonomie au sein de leurs règles internes. Mais il ne légitime pas la possession exclusive d'un territoire ou la réduction de la souveraineté nationale. De son côté, l'interculturalité fait allusion à la dynamique qui devrait gouverner les différentes étapes de la construction de la vie en société, chose nécessaire et parfois choquante dans un pays qui, jusque dans les années 60, a vécu sous l'illusion du monoculturalisme blanc-métis.

Quels sont les effets concrets provoqués par la prise de conscience de la plurinationalité ? L'appréciation des cultures ancestrales a grandi, on a créé des quotas pour les représentants de ces cultures afin qu'ils obtiennent des postes importants au sein de l'Etat, et l'interculturalité est devenue, entre autres, un principe central de la réforme de l'éducation supérieure. Personne cependant ne s'illusionne quant à une mise en pratique rapide et facile de tout ce qu'impliquent ces termes.

3 • Parc national de l'Amazonie, connu pour sa biodiversité et classé par l'Unesco. Il détient aussi de grandes réserves pétrolières, dont le président a permis l'exploitation en août 2013.

A l'heure actuelle, les obstacles sont nombreux car la CONAIE est en rupture avec le gouvernement et les dirigeants indigènes sont eux-mêmes divisés entre ceux qui adhèrent à une tendance plus dure et ceux qui cherchent à se rapprocher du régime. La communauté indigène, qui a accompli l'un des plus gros changements culturels et politiques de l'histoire du pays, ne semble donc pas pouvoir ou vouloir contribuer à sa consolidation à court terme.

## Risques d'autoritarisme

Mais ce type de dissensions n'est pas le plus inquiétant, car, après tout, elles sont normales en politique. Il est à craindre que la manière audacieuse de gouverner de cet homme politique, impulsif et habitué à la confrontation, ne finisse par s'orienter vers une culture de gouvernance apparentée à un régime autoritaire. Cela ne veut pas dire que le gouvernement est autoritaire ou totalitaire en soi, comme la propagande d'opposition l'affirme. Toutefois, il est indéniable que le poids de son influence retombe parfois de manière excessive et inutile sur les opposants, que ce soient des journalistes, des chanteurs ou des citoyens qui ne sont pas d'accord avec sa politique.

Le degré de respect des droits de l'Homme du gouvernement Correa est un autre sujet de discorde. L'Etat montre certes des réussites indiscutables en matière de justice sociale, de santé, d'éducation, de sécurité sociale, d'emploi et de sécurité citoyenne. Les organisations de défense des droits de l'homme ont néanmoins des raisons valables de questionner son respect total des libertés individuelles. Elles ne manquent pas non plus d'arguments pour douter de l'indépendance du pou-

voir judiciaire. L'administration de la justice et de la sécurité ont certes connu des avancées inédites ces dernières années, mais quand l'Etat gagne presque toutes les affaires judiciaires traitées et que les organismes de contrôle remettent le plus souvent des rapports en sa faveur, les soupçons deviennent légitimes.

Alors, est-ce que ce gouvernement est durable ? Pourra-t-il surmonter les conditions défavorables du nouveau cycle économique mondial ? Rafael Correa et Alianza PAIS vont-ils réussir à rester aussi populaires qu'en 2007 lors des élections présidentielles de 2017 ?

Ce gouvernement a engagé des changements significatifs dans presque tous les domaines, ce que le pays n'avait pas connu depuis la révolution libérale de 1895, mais il fait face aujourd'hui à de grands défis. Il doit se libérer du fardeau accumulé pendant ces huit longues années de gouvernance, qu'il s'agisse des fonctionnaires, des mauvaises mesures ou de l'inefficacité de sa bureaucratie. Il doit aussi réagir, de manière créative, à la chute du prix du pétrole et à l'appréciation du dollar américain (monnaie adoptée par l'Equateur) qui a entraîné une perte de compétitivité de sa production nationale.

Il n'existe aucune formule au monde qui permette de déterminer la taille appropriée d'un Etat face au minimalisme prôné par les néolibéraux (pour qui moins un Etat intervient, mieux c'est). La juste taille est celle qui produit de la justice. Correa et ses collaborateurs le savent, mais ils doivent convaincre une société avide de nouveautés. Le consumérisme et la perte de mémoire sont des menaces réelles en politique.

**F. P. L.**